



PUBLIE LE - 5 JAN. 2026

**SERVICE
JURIDIQUE ET
ASSEMBLEES**

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU JEUDI 20 NOVEMBRE 2025

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de la Ville de Rouen, régulièrement convoqué par son Maire, s'est réuni en l'Hôtel de Ville, le jeudi 20 novembre 2025.

La séance est ouverte à 14 h 04 par M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire, Président.

Hommage à M. Claude BÉBÉAR, Conseiller Municipal de la Ville de Rouen en 1989 à 1990

M. le Maire rend hommage à M. Claude BÉBÉAR, Conseiller Municipal décédé le 4 novembre 2025.

Une minute de silence est observée en sa mémoire.

Sur proposition de M. le Maire, Mme Marie BERRUBÉ est désignée comme secrétaire de séance.

PRESENTS : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVY, Mme Laura SLIMANI, M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE (représentée par Mme Caroline DUTARTE après son départ de la séance à 17 h 32), M. Manuel LABBE, Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW, Mme Elizabeth LABAYE, M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, M. Nicolas ZUILI, Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Elizabeth LABAYE après son départ de la séance à 15 h 53), M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO, M. Yves SORET (représenté par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ jusqu'à son arrivée en séance à 14 h 50), M. Kader FEHIM, Mme Claire GUEVILLE, M. Cyrille MOREAU (représenté par Mme Laura SLIMANI jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 16), M. Stéphane MARTOT, Mme Marie FOUQUET (représentée par Mme Hortense HECTOR jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 03), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE jusqu'à son arrivée en séance à 14 h 20 et par Mme Marie FOUQUET après son départ de la séance à 17 h 51), M. Abdelkrim MARCHANI (représenté par M. Kalminthe GOMIS après son départ de la séance à 18 h 09), M. Thibaut DROUET (représenté par M. Mamadou DIALLO après son départ de la séance à 15 h 50), Mme Zohra AMIMI (représentée par Mme Samira HADDOUCHE après son départ de la séance à 15 h 53), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (représentée M. Cyrille MOREAU après son départ de la séance à 16 h), M. Nicolas LEVARAY, M. Adrien NAIZET (absent de 17 h 20 à 17 h 35), M. Samuel de GENTIL-BAICHIS (jusqu'à son départ de la séance à 20 h 06), M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI, M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (jusqu'à son départ de la séance à 19 h 57), M. Bruno DEVAUX,



Mme Hayet ZERGUI, Mme Sophie CARPENTIER (arrivée en séance à 18 h 38), M. Pierre-Antoine SPRIMONT, Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON après son départ de la séance à 19 h 13), Mme Marie BERRUBÉ, Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : M. Frédéric MARCHAND (représenté par M. Stéphane MARTOT), Mme Sarah VAUZELLE (représentée par M. Kader CHEKHEMANI), M. Jean DE BEIR (représenté par Mme Fatima EL KHILI), Mme Françoise LESCONNEX (représentée par M. Nicolas LEVARAY), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Jean-Michel BEREGOVY), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAIZET), Mme Marie DESBORDES (représentée par M. Matthieu de MONTCHALIN), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Manuel LABBE), M. Guillaume CHAROULET (représenté par M. Pierre-Antoine SPRIMONT), Mme Régine GOMIS (représentée par M. Samuel de GENTIL-BAICHIS jusqu'à 20 h 06).

ABSENTE : Mme Marie ATINAULT.

Procès-verbal analytique de la séance du jeudi 2 octobre 2025

M. le Maire soumet au Conseil Municipal l'adoption du procès-verbal de la séance du jeudi 2 octobre 2025.

Le procès-verbal est adopté
(49 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste, groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants,
élue non inscrite)
(4 voix contre : groupe Au cœur de Rouen)

Motions

M. le Maire indique que trois motions ont été déposées avant l'ouverture de la séance.

1^{ère} motion, présentée par le groupe Fier.e.s de Rouen, sous le titre « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée : ne laissons pas retomber l'espoir »

La motion présentée par Mme DUTARTE rappelle que l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée, fondée sur l'idée que chacun peut travailler, a permis à plus de 6.000 personnes de retrouver un emploi dans 83 territoires à travers la France depuis 10 ans.

À Rouen, le projet – porté avec Sotteville-lès-Rouen pour les quartiers Grammont, Voltaire, Grenet et Lods (7.000 habitants) – a été officiellement habilité en mars 2025, devenant le 3^{ème} territoire de la Métropole Rouen Normandie après Darnétal et Petit-Couronne. Grâce à une mobilisation locale (associations, acteurs économiques, habitants), l'Entreprise à But d'Emploi (E.B.E.) ROSALIE, lancée en 2023, a déjà embauché une dizaine de personnes.

La motion déplore que malgré des évaluations positives (Cour des comptes, Comité scientifique) soulignant son efficacité sociale et économique, le budget 2026 menace le dispositif par un manque de 19,8 M€, risquant de compromettre les emplois existants et l'extension du projet. La Ville de Rouen défend ce modèle comme un investissement contre la précarité, pour la dignité et la cohésion territoriale.

En conclusion, la motion souhaite que le Conseil Municipal demande :

- À l'État de garantir, dans le budget 2026, les financements nécessaires au maintien et à l'extension du dispositif « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée »,
- Au Gouvernement et au Parlement de pérenniser l'expérimentation dans la loi.

Pour l'autorité compétente, après prise de parole de Mme ZERGUI, M. TREDET, M. COUPARD LA DROITTE et M. MARTOT, M. le Maire soumet la motion au vote.



La motion votée à 14 h 31, est adoptée.

(45 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, élue non inscrite)

(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants)

2^{ème} motion, présentée par le groupe communiste et le groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes, soutenue par le groupe Fier.e.s de Rouen, sous le titre « Pour le droit à un logement digne à Rouen »

La motion présentée par M. LABBE, souligne l'urgence de garantir le droit au logement digne comme fondement des droits sociaux (santé, éducation, sécurité) et de la cohésion urbaine.

À Rouen, la crise se manifeste par un accès difficile au logement, l'insalubrité persistante et la prolifération des meublés touristiques, qui réduisent l'offre locative, font flamber les loyers et fragilisent les quartiers.

Bien que la Ville dispose d'outils comme le Permis de Louer, leurs effets restent limités sans coordination renforcée avec la Métropole, le Département et l'État pour des politiques publiques ambitieuses : production de logements sociaux, réhabilitation des habitats dégradés et régulation des pratiques spéculatives. La collectivité est appelée à protéger les ménages vulnérables en préservant les résidences principales, en encadrant les locations touristiques et en amplifiant les dispositifs d'accompagnement, tout en rappelant que la solidarité locale ne saurait se substituer à des engagements publics structurants.

En conclusion la motion demande que le Conseil Municipal de Rouen affirme :

- Que le droit à un logement décent, salubre et accessible est une priorité municipale et un impératif de justice sociale.
- Que la lutte contre l'habitat indigne doit être intensifiée par la Ville, avec des moyens renforcés pour les services hygiène et sécurité, des campagnes d'inspection ciblées et un accompagnement effectif des locataires victimes d'insalubrité jusqu'au relogement ou à la remise en conformité des logements.
- Que la Ville agira pour préserver et reconstituer le parc de résidences principales, en régulant fortement la transformation des logements en meublés touristiques, et en demandant à la Métropole et à l'État les pouvoirs et sanctions nécessaires pour limiter la perte de logements durables.
- Que la Ville soutiendra et développera des dispositifs d'accompagnement au maintien dans le logement (médiation locative, prévention des expulsions, fonds de solidarité) et encouragera des mécanismes d'aide à la réhabilitation de logements vacants ou dégradés afin de les remettre sur le marché locatif social ou solidaire.
- Que la Ville plaidera auprès de l'État et des parlementaires du territoire pour une évolution du cadre législatif, qui permettra la mise en place de dispositifs d'encadrement des loyers, indispensables pour lutter contre les hausses spéculatives qui menacent les ménages modestes.

Après prise de parole de Mme RENON, M. PRIMONT, Mme EL KHILI et Mme HADDOUCHE, M. le Maire soumet la motion au vote.

La motion votée à 14 h 48, est adoptée.

(44 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(4 voix contre : groupe Au cœur de Rouen)

(5 abstentions : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants, élue non inscrite)



3^e motion, présentée par le groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants, sous le titre « Sécurité et services publics : garantir la présence de la puissance publique dans tous les quartiers »

La motion présentée par Mme CARON rappelle que le bureau de poste des Hauts de Rouen (Grand'Mare), déjà fermé puis rouvert, a subi une nouvelle attaque au moyen d'un engin de chantier, aggravant la précarité des habitants contraints à des déplacements pour leurs démarches.

Cette fermeture, perçue comme un abandon, alimente un sentiment d'insécurité et de désengagement des services publics, comme dans le quartier Grieu, où la disparition des infrastructures (poste, éclairage, police) a accéléré la dégradation sociale. La municipalité invoque le statut de quartier en zone de reconquête républicaine (QRR) pour justifier l'absence de la police municipale, mais ce classement – partagé par d'autres villes comme Le Havre ou Reims – n'empêche pas un renforcement des patrouilles locales.

La situation révèle ainsi un choix politique maintenu depuis 2009, plutôt qu'une contrainte juridique, risquant de transformer ces quartiers en zones de non-droit.

En conclusion, la motion demande que le Conseil Municipal de Rouen :

- Dénonce la dégradation de la sécurité dans les Hauts de Rouen et exprime sa solidarité avec les habitants, les commerçants et les agents publics victimes de cette situation,
- Demande le rétablissement d'une présence régulière de la police municipale dans tous les quartiers de la ville, y compris les Hauts de Rouen, en coordination étroite avec la police nationale,
- Appelle à un renforcement de la présence de la police nationale,
- Soutient le renforcement de la vidéoprotection et de l'éclairage public afin de sécuriser durablement les espaces publics et les équipements collectifs,
- Invite la Ville à élaborer, avec tous les acteurs concernés, un plan global de tranquillité publique, fondé sur la sécurité, la prévention et la proximité. Parce que la sécurité est la première des libertés. Parce qu'aucun quartier de Rouen ne doit être abandonné.

Après prise de parole de Mme HECTOR, M. SPRIMONT demande la prise en compte de l'amendement suivant en ajoutant : « Pour améliorer la sécurité, la Ville de Rouen s'engage pleinement dans les axes de la doctrine nommée "Ville de sécurité renforcée" proposée par Bruno RETAILLEAU ». Puis Mme GUEVILLE et M. BEREGOVVOY prennent à leur tour la parole.

M. le Maire invite Mme CARON à se prononcer sur la demande d'amendement. Mme CARON, au nom de son groupe rejette la demande d'amendement.

M. le Maire soumet la motion au vote.

La motion votée à 15 h 04, est rejetée.

(44 voix contre : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste)

(4 voix pour : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants)

(5 abstentions : groupe Au cœur de Rouen, élue non inscrite)

De 15 h 05 à 15 h 10, M. le Maire donne la parole à Mme MAMERI qui a souhaité s'exprimer sur la place de son engagement politique au sein du Conseil Municipal.



DES FINANCES MAITRISEES

1°/ Adoption de la décision modificative n° 2 de l'exercice 2025 du Budget principal

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant qu' :

- il y a lieu d'ajuster les prévisions de recettes, notamment celle relative à l'emprunt d'équilibre,
- il y a lieu d'ajuster les prévisions de dépenses ouvertes au budget primitif et au budget supplémentaire 2025 du budget principal,
- il y a lieu d'ajuster le montant de la contribution versée au Syndicat Intercommunal de Restauration Collective Rouen Bois-Guillaume (SIREST) et la subvention d'équilibre en faveur du C.C.A.S.,
- il y a lieu d'ajuster le montant des crédits pluriannuels (autorisations de programme) conformément aux règles de gestion définies dans le Règlement Budgétaire et Financier adopté par le Conseil Municipal le 17 décembre 2020.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- adopte la décision modificative n° 2 pour l'exercice 2025 pour le budget principal, arrêté, tant en recettes qu'en dépenses, à :
+ 1.204.709,51 € (dont mouvements d'ordre : + 3.759.330,94 € et virement entre sections : +98.797,25 €),
- 2.- autorise l'ajustement des crédits en dépenses et en recettes, conformément aux états à la présente délibération,
- 3.- autorise l'ajustement des Autorisations de programme antérieures à l'exercice 2025, conformément aux états de la présente délibération,
- 4.- autorise l'ajustement du montant à verser au Syndicat Intercommunal de Restauration (SIREST) pour 4.279.845,00 € et la subvention au Centre Communal d'Actions Sociales (C.C.A.S.) pour 5.864.291,00 €.
- 5.- autorise, dans les conditions définies par la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire, les produits de financement pour le présent exercice budgétaire pour un montant maximum modifié à la décision modificative 2025 de : 10.506.119,74 € pour le budget principal de la Ville de Rouen,
- 6.- adopte les tableaux des Autorisations de Programme (A.P.) et des Crédits de Paiement (C.P.) modifiés,
- 7.- affecte les autorisations de programme ajustées au titre de la décision modificative n° 2 pour l'exercice 2025 du budget principal.



La délibération votée à 15 h 24 est adoptée

(45 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, élue non inscrite)

(8 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants, groupe Au cœur de Rouen)

2°/ Adoption de la décision modificative n° 2 de l'exercice 2025 du budget annexe de l'étincelle

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant qu'il y a lieu d'ajuster les crédits ouverts au budget primitif 2025 et à la décision modificative n°1 du budget annexe de l'Etincelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- adopte la décision modificative n° 2 pour l'exercice 2025 du budget annexe de l'Etincelle, arrêté tant en dépenses qu'en recettes à :

FONCTIONNEMENT

Dépenses réelles	0,00 €	Recettes réelles	0,00 €
Dépenses d'ordre	0,00 €	Recettes d'ordre	0,00 €
Virement à la section d'investissement	0,00 €		
TOTAL DEPENSES	0,00 €	TOTAL RECETTES	0,00 €

INVESTISSEMENT

Dépenses réelles	0,00 €	Recettes réelles	0,00 €
Dépenses d'ordre	0,00 €	Recettes d'ordre	0,00 €
TOTAL DEPENSES	0,00 €	TOTAL RECETTES	0,00 €

TOTAL DM2 2025	0,00 €	TOTAL DM2 2025	0,00 €
-----------------------	---------------	-----------------------	---------------

2.- autorise l'ajustement des crédits en dépenses comme en recettes conformément aux états annexés à la présente délibération,

La délibération votée à 15 h 25 est adoptée

(45 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, élue non inscrite)

(8 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants, groupe Au cœur de Rouen)

4°/ Budget primitif 2026- Orientations budgétaires

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Un large débat s'instaure de 15 h 25 à 16 h 55, au cours duquel prennent successivement la parole : M. DEVAUX, M. SPRIMONT, M. LABBE, M. BEREGOVOY et M. le Maire.

Considérant qu'il y a lieu de débattre sur les orientations budgétaires dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif,



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend connaissance des orientations budgétaires 2026 telles que proposées dans le rapport joint en annexe à la délibération.

Le Conseil Municipal prend connaissance des orientations budgétaires 2026 telles que proposées dans le rapport joint en annexe à la délibération.

5°/ Présentation du rapport annuel du développement durable 2025

Rapporteur : M. Jean-Michel BEREGOVY

Considérant que :

- il est nécessaire de présenter, préalablement au débat d'orientation budgétaire, un rapport sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation,
- le bilan détaillé équivaut rapport sur la situation en matière de développement durable, en dressant un bilan des actions et des politiques mises en œuvre par la Ville dans le cadre de son plan de transition.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte du rapport sur la situation de la Ville en matière de développement durable 2025.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport sur la situation de la Ville en matière de développement durable 2025.

6°/ Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2025

Rapporteur : Mme Laura SLIMANI

Considérant que le présent rapport dresse un bilan des actions et des politiques mises en œuvre par la Ville en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte du rapport sur la situation de la Ville en matière d'égalité entre les femmes et les hommes qui lui a été présenté.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport sur la situation de la Ville en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

UNE VILLE SOLIDAIRE

10°/ Plan d'actions égalité professionnelles 2025-2028 de la Ville de Rouen et du centre communal d'action sociale de Rouen

Rapporteur : Mme Laura SLIMANI

Considérant que :

- la Ville de Rouen est engagée à travers un plan d'actions pour l'égalité entre les femmes et les hommes,



- la Ville de Rouen, dans le respect de ses obligations légales, souhaite poursuivre et renforcer son action en matière d'égalité professionnelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte du Plan d'actions égalité professionnelle 2025-2028 de la Ville de Rouen et du Centre Communal d'Action Sociale qui lui est présenté en annexe.

Le Conseil Municipal prend acte du Plan d'actions égalité professionnelle 2025-2028 de la Ville de Rouen et du Centre Communal d'Action Sociale.

FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

33°/ Mise en place de différentes autorisations spéciales d'absences dans le cadre de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant qu'il convient de favoriser l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et de soutenir les agents confrontés à des événements liés à l'A.M.P., la dysménorrhée invalidante ou à l'interruption non-volontaire de grossesse en leur permettant de pouvoir s'absenter pour y faire face.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- émet un avis favorable à la mise en œuvre des autorisations spéciales d'absence en lien avec une assistance médicale à la procréation dans les conditions fixées à l'article L.1225-16 du Code du Travail.

2.- émet un avis favorable à la mise en œuvre d'une autorisation spéciale d'absence de deux jours en cas d'interruption spontanée de grossesse. Etant précisé que cette autorisation d'absence serait attribuée pour toute fausse-couche intervenant à partir de la 16^{ème} semaine d'aménorrhée jusqu'à la 24^{ème} semaine d'aménorrhée incluse. Ces deux jours d'absence seraient fractionnables par journée et devraient être demandés dans les trois mois suivants l'événement sur présentation d'un certificat médical du médecin traitant. Le bénéfice de cette A.S.A. serait également accordé au conjoint ou à la conjointe de la femme victime d'une interruption spontanée de grossesse.

3.- décide de la création d'une A.S.A. d'une journée en cas de menstruations douloureuses. Précise que cette A.S.A., accordée aux agentes atteintes de dysménorrhées invalidantes, est mise en place après un rendez-vous auprès du médecin du travail, qui pourra en accorder le bénéfice pour une durée maximale de deux ans, sur la base d'un dossier médical fourni par l'agente et renouvelable, selon les mêmes conditions.

Cette A.S.A., d'une durée d'une journée par mois, est fractionnable par demi-journée et non cumulable d'un mois sur l'autre et est à demander dans le mois de l'événement uniquement.

La délibération votée à 18 h 59 est adoptée

(45 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, élue non inscrite)

(4 abstentions : groupe Au cœur de Rouen)

(5 élus ne prennent pas part au vote : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants)



LA VILLE ENGAGÉE DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

7°/ Demande de subvention sur le Programme opérationnel 2021-2027 FEDER Normandie - Appels à projets relatifs à la priorité "Répondre aux besoins de développement des territoires urbains et non urbains en faisant le pari de la participation de leurs populations et leurs acteurs" - Objectif spécifique "Développement territorial dans les zones urbaines"

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- le projet présenté précédemment s'inscrit pleinement dans les priorités thématiques F.E.D.E.R. définies dans l'appel à projets,
- des participations Région, Département, et État peuvent être également sollicitées sur certaines de ces opérations,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1. approuve les plans de financement prévisionnels pour l'opération détaillé ci-dessus et la candidature de la Ville à l'appel à projet,
2. autorise le Maire à solliciter les subventions correspondantes auprès de l'État, de la Région Normandie, du Département de la Seine-Maritime et du F.E.D.E.R. en respectant un taux minimal de 20 % restant à la charge de la Ville,
3. habilite le Maire à signer les conventions financières à intervenir, ainsi que toutes les pièces nécessaires à leur exécution,
4. précise que les dépenses et les recettes relatives à ce projet seront inscrites et gérées par la S.P.L. Rouen Normandie Aménagement selon le traité de concession d'aménagement.

La délibération votée à 19 h 08 est adoptée

(49 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, élue non inscrite, groupe Au cœur de Rouen)

(5 abstentions : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants)

UNE VILLE SOLIDAIRE

9°/ Signature de la convention portant attribution d'une participation financière de l'Agence Régionale de Santé Normandie au financement de la coordination du Contrat Local Santé de Rouen

Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE



La signature du C.L.S. par la Ville de Rouen, l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) Normandie et les Caisses Primaires d'Assurance Maladie (C.P.A.M.) de la Seine-Maritime, le 4 octobre 2022, pour la période de contractualisation 2022-2025.

La participation financière de l'A.R.S. Normandie au financement de la coordination du C.L.S. de Rouen, à hauteur de 21.800 € pour l'année 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élu déléguée à signer la convention relative à la participation financière de l'Agence Régionale de Santé Normandie au financement de la coordination du C.L.S. de Rouen, ci-jointe, pour l'année 2025.

La délibération votée à 19 h 13 est adoptée à l'unanimité

LA VILLE SOUTIENT LA CULTURE SES ASSOCIATIONS ET SA JEUNESSE

12°/ Nouvelles attributions de subventions

Rapporteur : M. Manuel LABBE

Considérant que :

- la Ville de Rouen apporte un soutien financier en direction des associations dans des secteurs aussi divers que l'action sociale, la santé, la jeunesse, l'environnement, les personnes âgées, les familles, la lutte contre les discriminations, le patrimoine, la culture et le sport.
- la Ville de Rouen apporte un soutien financier pour des projets spécifiques, un objet déterminé ou le financement global des activités associatives concourant à la satisfaction d'un intérêt public local.
- les associations bénéficiaires d'une subvention de la Ville de Rouen s'engagent à signer le contrat d'engagement républicain.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- accorde les subventions à 15 associations (dont 7 nouvelles), telles qu'individualisées dans le rapport ci-dessus.

Etant précisé que, pour toute subvention supérieure à 15.000 € et inférieure à 23.000 € et en l'absence de toute convention ou avenant prévoyant d'autres modalités, les montants alloués seront versés à hauteur de 70 % après le vote en Conseil Municipal et 30 % à réception des documents comptables.

Un compte-rendu financier sera transmis systématiquement par les associations bénéficiant de subventions utilisées pour une action déterminée, dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Précise que les décisions d'attribution d'une subvention feront l'objet d'une notification à chaque association bénéficiaire.

2.- autorise M. le Maire ou l' élu délégué à signer :



Les conventions de fonctionnement avec les associations culturelles, dans le cadre du dispositif de soutien au secteur culturel.

La convention pluriannuelle et pluripartite 2025/2027 avec l'association Musique à Ouïr, celle-ci annule et remplace la convention pluriannuelle 2025/2027 signée le 17 mars 2025.

3.- précise que la dépense en résultant, d'un montant total de 76.266 € au titre de l'exercice 2025 sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 6574 (subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé).

M. le Maire indique que M. SPRIMONT ne participe pas au vote.

La délibération votée à 19 h 18 est adoptée
(49 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,
groupe communiste, groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants, élue non inscrite)
(4 voix contre : groupe Au cœur de Rouen,
une élue du groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants)

UNE VILLE ANIMÉE

15°/ Soutien au dynamisme commercial : liste des dimanches de l'année 2026 dérogeant au principe du repos dominical

Rapporteur : M. Sileymane SOW

Considérant que :

- les dispositions issues de la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques donnent la faculté aux communes de déroger au principe du repos dominical dans la limite de maximale de 12 dimanches,
- la liste des dimanches concernés doit être arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante et doit être soumise à l'avis du Conseil Municipal,
- la Ville de Rouen souhaite accorder en 2026 le principe de huit dérogations annuelles aux règles du repos dominical et autoriser ainsi l'ensemble des commerces de détail implantés sur le territoire de la commune à ouvrir leur établissement les dimanches 11 janvier (1^{er} dimanche des soldes d'hiver), 28 juin (1^{er} dimanche des soldes d'été), 5 juillet (2^{ème} dimanche des soldes d'été et Puces Jeanne d'Arc), 29 novembre ainsi que les 6, 13, 20 et 27 décembre afin de couvrir l'ensemble des fêtes de fin d'année.
- l'avis conforme de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre doit être obtenu lorsque le nombre de dérogations aux règles du repos dominical excède 5 par an.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un avis favorable à l'ouverture des commerces de détail rouennais les dimanches 11 janvier (1^{er} dimanche des soldes d'hiver), 28 juin (1^{er} dimanche des soldes d'été), 5 juillet (2^{ème} dimanche des soldes d'été et Puces Jeanne d'Arc), 29 novembre ainsi que les 6, 13, 20 et 27 décembre afin de couvrir l'ensemble des fêtes de fin d'année.

La délibération votée à 19 h 24 est adoptée

(36 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants, groupe Au cœur de Rouen, élue non inscrite)

(4 voix contre : groupe communiste)

(14 abstentions : groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes)

LA VILLE SE TRANSFORME

17°/ Opération de renouvellement urbain Cœur Saint-Sever - Mise en place d'une convention de financement tripartite pour la concession d'aménagement entre la Métropole Rouen Normandie, la Ville de Rouen et la Société Publique Locale Rouen Normandie Aménagement

Rapporteur : M. Sileymane SOW

Considérant que :

- l'opération apporte des avantages significatifs à la Ville de Rouen et qu'il convient à ce titre d'y apporter une participation financière.
- le montant global prévisionnel H.T. de l'opération estimé à hauteur de 20.018.534 € H.T. et 23.199.559 € T.T.C. et que les participations et subventions des collectivités Ville et Métropole représentent 13.989.626 € (soit 60 %) des recettes T.T.C.
- une participation et subvention à parité entre la Ville et la Métropole semble adaptée au vu des intérêts de chacune à voir se réaliser cette opération d'aménagement,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve l'octroi d'une subvention d'un montant de 6.994.813 € à l'opération de renouvellement urbain « Cœur de Ville » dont les modalités de versement sont définies dans le projet de convention de financement annexé, sous réserve de l'approbation du traité de concession et de la convention tripartite de financement par le Conseil de la Métropole Rouen Normandie délibérant le 15 décembre 2025.

2.- autorise la signature de la convention de participation financière afférente qui précise les modalités du versement de la subvention de la Ville.

3.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 204, article 20418 du budget.

M. le Maire indique que Mme EL KHILI, M. MARCHANI et lui-même ne participent pas au débat et au vote.

La délibération votée à 19 h 30 est adoptée à l'unanimité des votants.



**18°/ Nouveau Programme National de Renouveau Urbain des Hauts de Rouen -
Transfert du marché de maîtrise d'œuvre à la SPL ROUEN NORMANDIE AMENAGEMENT
dans le cadre de la concession d'aménagement du projet de renouvellement urbain
Châtelet-Lombardie**

Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE

Considérant que :

- le projet Châtelet - Lombardie s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme de Renouveau Urbain des Hauts de Rouen,
- la concession d'aménagement confiée à la S.P.L. R.N.A. requiert le transfert du contrat de maîtrise d'œuvre à l'aménageur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve les termes de l'avenant de transfert du marché de maîtrise d'œuvre à conclure avec la SPL Rouen Normandie Aménagement (R.N.A.) et le groupement ATELIER RUELLE/ATELIER RUELLE PAYSAGE / ATTITUDES URBAINES / LA CONDITION URBAINE / SOGETI / ZEFCO / LAZIOU CONSEIL donné en annexe,
- désigne et habilite Mme Caroline DUTARTE à signer cet avenant avec la S.P.L. ainsi qu'avec ATELIER RUELLE en sa qualité de société mandataire du groupement,
- autorise la vente par la Ville à la S.P.L. des études et travaux déjà réalisés dans le cadre de ce projet.
- précise que les dépenses et recettes en résultant seront imputées au chapitre 204, article 204182 du budget.

M. le Maire indique que Mme EL KHILI, M. MARCHANI et lui-même ne participent pas au débat et au vote.

La délibération votée à 19 h 30 est adoptée à l'unanimité des votants.

19°/ Opération programmée d'amélioration de l'habitat-renouvellement urbain - Résorption de l'habitat indigne - Engagement d'une déclaration d'utilité publique et d'expropriation au bénéfice de la Ville de Rouen portant sur les immeubles situés au 22-24 rue Saint-Vivien

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- le parc de logements privés anciens de Rouen nécessite des actions d'amélioration de l'habitat afin d'être préservé et valorisé,
- la Ville de Rouen s'est engagée aux côtés de la Métropole Rouen Normandie, du Département de la Seine-Maritime et de l'Etat dans la mise en œuvre d'une Opération de Revitalisation Territoriale (O.R.T.) et d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (O.P.A.H.-R.U.) pour améliorer le parc privé d'habitat de son centre ancien,
- les actions incitatives de l'O.P.A.H.-R.U. ne suffisent pas à résorber certaines situations complexes d'habitat insalubre et dangereux, dont celle des immeubles sis aux 22 et 24, rue Saint-Vivien, sous arrêtés de péril depuis 2014,
- l'état de ces immeubles met en danger la sécurité publique,
- les propriétaires des deux immeubles n'ont pas entrepris de travaux ni mis en vente depuis 2014,



La dégradation progressive des immeubles et l'inaction des propriétaires a amené la commune à prendre le 24 février 2024, deux arrêtés de mise en sécurité ordinaire avec interdiction définitive d'habiter et portant prescription d'une démolition totale des immeubles avec un délai d'exécution de 6 mois,

- à l'issue de ce délai, la situation des immeubles reste inchangée,
- aux fins de résorber définitivement l'insalubrité des immeubles visés ci-dessus, il convient de les exproprier pour cause d'utilité publique au sens de l'article L. 511-1 du CECUP,
- le coût de l'acquisition a été évalué à 0 € pour chacun des biens concernés, selon les avis des domaines du 6 octobre 2024, joints en annexe de la présente délibération,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve l'engagement de la procédure d'expropriation prévue par les articles L. 511-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de la résorption de l'état insalubre des immeubles sis aux 22 et 24 rue Saint Vivien (référence cadastrale LO 136 et 137),
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à solliciter M. le Préfet de la Seine-Maritime aux fins de déclarer d'utilité publique l'expropriation desdits immeubles sur la base du dossier ci-joint,
- 3.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à procéder, à l'amiable ou par voie d'expropriation, à l'acquisition à titre gratuit des parcelles sises aux 22 et 24, rue Saint-Vivien, référence cadastrale LO 136 et LO 137.

La délibération votée à 19 h 30 est adoptée à l'unanimité:

FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

22°/ Avenant à la convention tripartite entre la Ville de Rouen, le Crédit Municipal de Rouen et le Crédit Municipal de Nantes

Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE

M. le Maire indique que M. de MONTCHALIN, Mme RENON, Mme MANSOURI, M. DE BEIR et lui-même ne participent pas au débat et au vote. M. de MONTCHALIN quitte la salle durant le passage de cette délibération.

Considérant que :

- par délibération du 15 décembre 2022, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'une convention tripartite entre la Ville de Rouen, le Crédit Municipal de Rouen et le Crédit Municipal de Nantes actant le maintien et le développement d'une activité de Crédit Municipal à Rouen par la Caisse de Nantes
- la phase transitoire de ce maintien d'activité, prévue du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024, a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2025,
- la dissolution de la Caisse de crédit municipal de Rouen par décret en Conseil d'Etat pourrait dépasser la date du 31 décembre 2025,

Pour l'autorité compétente désignée, le Maire a autorisé à signer un avenant à la convention tripartite liant les Crédits Municipaux de Rouen, de Nantes et la Ville de Rouen réglant les modalités précises de poursuite de la phase transitoire au-delà du 31 décembre 2025.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve les termes de l'avenant à la convention entre la Ville de Rouen, le Crédit Municipal de Rouen et le Crédit Municipal de Nantes réglant les modalités de maintien d'activité de Crédit Municipal à Rouen

2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer ledit avenant.

La délibération votée à 19 h 36 est adoptée.

(35 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes)

(4 voix contre : groupe Au cœur de Rouen)

(5 abstentions : groupe communiste, élue non inscrite)

(10 élus ne participent pas au vote : 3 élus du groupe Fier.e.s de Rouen, 2 élus du groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen,

5 élus du groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants)

25°/ Prise à bail des locaux appartenant à la S.E.M.R.I. Métropole Rouen - 127, rue Saint-Sever en vue de l'installation d'un poste de police municipale

Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI

Considérant que :

- la Ville souhaite accueillir un service de Police Municipale au sein du quartier Saint-Sever à Rouen.

- la SEMRI METROPOLE ROUEN possède des locaux répondant aux besoins de surfaces exprimés par la Ville au sein d'un immeuble situé 127, rue Saint-Sever à Rouen.

- la SEMRI METROPOLE ROUEN propose de mettre cet immeuble à la disposition de la Ville de Rouen par la conclusion d'un bail civil de 20 ans avec option d'achat à terme, afin de permettre l'installation d'un poste de Police municipale.

- le montant du loyer annuel à la charge de la Ville est proposé à 24.300 € H.T./H.C., conformément à l'évaluation fournie par le Service France Domaine, auquel il convient d'ajouter le montant des charges, comprenant les abonnements, les charges de copropriété (eau, chauffage, électricité des communs, ascenseurs, ainsi que les taxes afférentes (Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères (T.E.O.M.), Taxe Foncière, et les frais de gestion technique du bien.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- autorise la prise à bail d'un immeuble, propriété de la SEMRI METROPOLE ROUEN, situé au 127, rue Saint-Sever à Rouen, et d'une superficie de 114 m² pour une durée de vingt ans à compter du 21 novembre 2025.

2.- décide que cette mise à disposition au profit de la Ville de Rouen est consentie moyennant le versement d'un loyer annuel de 24.330 € H.T. / H.C. révisable annuellement, auquel il convient d'ajouter les charges estimées à 4.050 € H.T./an comprenant les frais et charges gérées par la copropriété et les taxes (TF et TEOM).

3.- précise que la Ville de Rouen dispose d'une faculté d'achat du bien immobilier au terme des 20 années de mise à disposition.



4.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer le bail civil de mise à disposition entre la Ville et SEMRI METROPOLE ROUEN.

5.- précise que la dépense en résultant sera imputée aux chapitres 6132 (locations immobilières) et 614 (charges locatives et de copropriétés) du budget.

La délibération votée à 19 h 45 est adoptée à l'unanimité.

26°/ Produit communaux - Admission en non-valeurs créances irrécouvrables - Inscription des crédits nécessaires à la demande du responsable du service de gestion comptable

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que M. le Comptable Public a fait savoir aux services de la Ville que certains produits communaux au profit du budget principal n'ont pu être recouvrés pour des causes diverses.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- accepte d'admettre en non-valeur une somme de 38.336,72 € imputée sur le budget principal,
- 2.- décide que la dépense sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), 6541 (créances admises en non-valeur) pour 6.158,54 € et article 6542 (créances éteintes) pour 32.178,18 €.

La délibération votée à 19 h 48 est adoptée

(49 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen, groupe communiste, groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes, groupe Au cœur de Rouen, élue non inscrite)
(5 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants)

27°/ Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire

Rapporteur : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Considérant que conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. le Maire a rendu compte au Conseil Municipal des décisions qu'il a été amené à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, depuis la réunion du Conseil Municipal du 2 octobre 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte du compte rendu.

Le Conseil Municipal prend acte du compte rendu à 19 h 51.

28°/ Modification du tableau des emplois du personnel municipal

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que des ajustements de la qualification d'emplois à temps complet et non complet résultant de vacances de postes, de changements de filière ou de cadres d'emplois, des transferts de postes, de création, de suppression de postes ou de l'évolution des missions sont nécessaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- décide d'approuver les modifications du tableau des emplois, détaillées en annexe,
- 2.- précise que les emplois créés seront pourvus par des fonctionnaires titulaires d'un grade appartenant au(x) cadre(s) d'emplois dont relèvent les postes, ou en l'absence de ces fonctionnaires par des agents contractuels justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondants au niveau du poste concerné ou d'une expérience professionnelle équivalente. La rémunération est calculée sur la base de la grille indiciaire et des primes afférentes au grade concerné,



3.- autorise, en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article L. 332-8 1° et 2° dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans les fiches de postes correspondantes. La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi,

4.- précise que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions réglementaires et législatives,

5.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer tout document relatif à ce dossier,

6.- dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget, chapitre 012.

La délibération votée à 19 h 52 est adoptée

(49 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen, groupe communiste, groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes, groupe Au cœur de Rouen, élue non inscrite)

(5 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre, Droite et Indépendants)

30% Évolutions du Régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- la Ville a engagé un travail de révision du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.),
- à l'occasion de cette révision, la Ville souhaite revaloriser la grille des montants d'Indemnités de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.),
- la Ville souhaite également revaloriser deux métiers en tension du garage municipal,
- d'autres modifications de fond et de forme sont proposées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- augmente l'I.F.S.E. de la grille de régime indemnitaire conformément à la grille jointe en annexe de la présente délibération,

2.- modifie le règlement du R.I.F.S.E.E.P. tel que le règlement joint en annexe de la présente délibération le prévoit,

3.- dit que la suppression du complément I.F.S.E. pour les régisseurs ne prendra effet que le 31 décembre 2025,

4.- précise que la dépense sera imputée au chapitre 012 (charges du personnel titulaire et frais assimilés) et 64118 (primes et autres indemnités des titulaires) et 64 138 (primes et autres indemnités des contractuels) ouverts au budget principal et aux budgets annexes.

A 20 h 06, M. DEVAUX demande une suspension de séance. M. le Maire autorise une suspension de séance de 5 minutes jusqu'à 20 h 11.

La délibération votée à 20 h 11 est adoptée à l'unanimité.



31° Evolution du régime indemnitaire de la filière enseignement artistique : Indemnité de suivi et d'orientation des élèves

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- la Ville a décidé de revaloriser les montants d'I.F.S.E. des agents bénéficiaires du R.I.F.S.E.E.P.,
- les maxima réglementaires permettent l'augmentation du régime indemnitaire des P.E.A. et A.E.A.,
- cette revalorisation concerne l'ensemble des agents de la Ville dans les mêmes proportions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- augmente la part modulable mensuelle de l'I.S.O.E. des professeurs et assistants d'enseignements artistiques de respectivement 20 et 30 € bruts mensuels à la date du 1^{er} janvier 2026.

2.- Les règles de périmètre, d'évolution et de gestion du régime indemnitaire applicables aux II, IV et V du règlement relatif au Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) s'appliquent également aux agents sur emploi permanent recrutés sur le cadre d'emplois des P.E.A. et A.E.A. ou en référence à ces derniers

3.- précise que la dépense sera imputée au chapitre 012 (charges du personnel titulaire et frais assimilés) et 64118 (primes et autres indemnités des titulaires) et 64.138 (primes et autres indemnités des contractuels) ouverts au budget principal et aux budgets annexes.

La délibération votée à 20 h 11 est adoptée à l'unanimité.

LA VILLE ENGAGEE DANS LA TRANSITION ECOLOGIQUE

8°/ Bilan du schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables permet d'asseoir une stratégie directrice pour une commande publique durable,

- cette action est inscrite au Plan de Transition 2026-2029, de la Ville, adopté en Conseil Municipal en date du 26 juin 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (S.P.A.S.E.R.) pour la période 2026-2029, qui ajuste et renforce les axes du S.P.A.S.E.R. 2024 en fixant des cibles annuelles, des échéances, des outils opérationnels et un dispositif de gouvernance et de suivi.

La délibération votée à 20 h 12 est adoptée à l'unanimité.



LA VILLE SOUTIENT LA CULTURE SES ASSOCIATIONS ET SA JEUNESSE

11°/ Partenariat scientifique et technique avec la Région Normandie

Rapporteur : Mme Christine DE CINTRE

Considérant :

- La volonté de la Ville de Rouen de continuer à enrichir la connaissance de l'histoire et du patrimoine rouennais et à valoriser ces savoirs auprès des publics, de manière à favoriser l'appropriation de ce patrimoine par le plus grand nombre,
- que l'Inventaire s'attache à rendre accessible le résultat des enquêtes produites au moyen de dossiers documentaires, d'ouvrages, de publications, d'expositions, de podcasts, d'albums photographiques,
- que l'Inventaire propose un accompagnement scientifique et technique, dans le respect d'une méthodologie précise, pour la réalisation de recherches documentaires, enquêtes de terrain, prises de vues professionnelles,
- que ce partenariat aura un impact positif sur le rayonnement de la Ville de Rouen,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de partenariat scientifique et technique avec la Région Normandie pour une durée de 3 ans (2025/2028).

La délibération votée à 20 h 12 est adoptée à l'unanimité.

UNE VILLE A HAUTEUR D'ENFANTS

13°/ Modification du règlement particulier du multi-accueil Pierre de Lune

Rapporteur : Mme Annie BOULON-FAHMY

Considérant qu' :

- il y a nécessité de modifier le règlement particulier du multi-accueil « Pierre de Lune » au niveau de l'article 2 Organisation,
- à la suite du recrutement d'une nouvelle responsable, la direction de l'établissement est depuis le mois d'octobre 2025, assurée par une éducatrice de jeunes enfants alors que cette fonction était jusqu'alors assurée par une infirmière puéricultrice.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes du règlement particulier du multi-accueil " Pierre de Lune " modifié,



2.- adopte le nouveau règlement particulier du multi-accueil « Pierre de Lune ».

La délibération votée à 20 h 12 est adoptée à l'unanimité.

14°/ Renouveau de la convention de partenariat entre le centre de rééducation auditive et la Ville de Rouen

Rapporteur : Mme Elizabeth LABAYE

Considérant que :

- la Ville de Rouen réaffirme son engagement en faveur de l'inclusion des enfants à besoins spécifiques, conformément aux valeurs de la charte inclusive,
- cette convention s'inscrit dans une logique de réciprocité, avec des contreparties bénéfiques pour les agents municipaux (formations, sensibilisation),
- les modalités financières et organisationnelles respectent les équilibres budgétaires de la collectivité, sans charge supplémentaire significative.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention partenariale avec le C.R.A. Beethoven, instance des P.E.P. 76.

La délibération votée à 20 h 12 est adoptée à l'unanimité.

UNE VILLE SPORTIVE

16°/ Convention de parrainage visant à accompagner des sportifs Rouennais dans leurs parcours de qualification aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Los Angeles 2028

Rapporteur : Mme Sarah VAUZELLE

Considérant que :

- la Ville de Rouen œuvre en faveur de la promotion et du développement des activités physiques et sportives pour tous, notamment pour les jeunes,
- la Ville de Rouen souhaite continuer à s'engager en faveur de la promotion des jeux olympiques et paralympiques de Los Angeles 2028 qui constitueront un événement international universel,
- la promotion des valeurs du sport, des athlètes et de leur capacité à se dépasser relève de l'intérêt général et constitue un atout pour valoriser la Ville de Rouen,
- ces athlètes sont fortement ancrés territorialement puisqu'ils sont licenciés dans des associations rouennaises et qu'il s'entraîne au quotidien, pour certains, au sein des installations sportives de la ville,
- en sus de leurs palmarès déjà élogieux, ces athlètes constituent une chance de médaille importante pour les jeux paralympiques de 2028.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- décide d'attribuer aux associations dont les athlètes sont licenciés, au titre du fonctionnement, une subvention de 5.000 € par an et par athlète, tacitement reconductible pour une durée totale maximum de 2 ans, afin de leur permettre d'accompagner au mieux ces athlètes sous réserve d'une inscription dans les budgets primitifs des années concernées,
- 2.- décide que les équipements sportifs sont mis à disposition gratuitement aux athlètes, son entraîneur et, de façon ponctuelle, certains de ses partenaires d'entraînements selon leurs besoins,
- 3.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention définissant les modalités du parrainage,
- 4.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 65 sur la ligne 65748 intitulée « subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et autres organismes de privé – autres personnes de droit privé ».

La délibération votée à 20 h 13 est adoptée à l'unanimité.

LA VILLE SE TRANSFORME

20°/ Présentation de l'état d'avancement de la gestion des autorisations de programme votées au budget de la ville

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville de Rouen prévoit les modalités d'information de l'Assemblée délibérante au sujet de la gestion de l'engagement des crédits pluriannuels,
- une annexe, reprenant pour chacune des politiques municipales, programmes et enveloppes de financement, l'état d'avancement de la consommation des autorisations de programme votées au budget primitif 2025 est jointe à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte des informations communiquées en annexe de la présente délibération sur l'état d'avancement de la consommation des autorisations de programme votées lors du Budget primitif pour l'exercice 2025.

Le Conseil Municipal prend acte des informations communiquées en annexe de la présente délibération sur l'état d'avancement de la consommation des autorisations de programme votées lors du Budget primitif pour l'exercice 2025.

076-217605401-20251230-PV-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/12/2025
Publication : 05/01/2026

Pour l'autorité compétente par délégation





FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

21°/ Projet de fusion-absorption de Rouen Normandie Stationnement par Rouen Normandie Aménagement - Accord de la commune en sa qualité d'actionnaire - Approbation des modalités et des statuts de la société issue de la fusion - Instructions de vote aux représentants de la commune

Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE

M. le Maire indique que M. CHEKHEMANI, M. de MONTCHALIN, M. LEVARAY, M. ZUILI, Mme EL KHILI et lui-même ne participent pas au débat et au vote.

Considérant que :

- le principe de la fusion-absorption de la Société Publique Locale (S.P.L.) Rouen Normandie Stationnement (R.N.S.) par la S.P.L. Rouen Normandie Aménagement (RNA) a été approuvé aux termes d'une délibération du Conseil municipal en date du 6 février 2025,
- la Métropole Rouen Normandie est l'actionnaire de référence des deux sociétés,
- la valorisation retenue correspond à la valeur nette comptable des deux sociétés au 31 décembre 2024,
- par délibérations des 23 et 25 septembre 2025, les conseils d'administration de Rouen Normandie Aménagement et de Rouen Normandie Stationnement ont approuvé le principe et les modalités de cette fusion,
- la Ville de Rouen est appelée, en qualité d'actionnaire, à se prononcer sur les modalités de la fusion et sur les statuts de la société issue de la fusion.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- autorise la fusion absorption de la S.P.L. R.N.S. par la S.P.L. R.N.A.,

2.- approuve les modalités de cette fusion-absorption telles que détaillées dans les articles ci-après :

Article 1 – Accord de la commune au principe et aux modalités de la fusion-absorption,

La commune approuve le projet de fusion-absorption de Rouen Normandie Stationnement (société absorbée) par Rouen Normandie Aménagement (société absorbante), tel qu'exposé dans le traité de fusion, avec effet juridique, fiscal et comptable rétroactif au 1^{er} janvier 2025.

Article 2 – Évaluation des apports et parité d'échange,

1. La commune approuve l'évaluation des apports de la société absorbée selon la réglementation comptable (articles 710-1 s. du P.C.G.), sur la base de la valeur nette comptable au 31 décembre 2024.

076-217605401-20251230-PV-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/12/2025

Publication : 05/01/2026

Pour l'autorité compétente par délégation



A ce titre, il est pris acte des valeurs suivantes :



	Société Absorbée	Société Absorbante
Capital social	300.000 €	1.500.000 €
Nombre d'actions	300.000	150.000
Valeur nominale (par part)	1 €	10 €
Valeur nette comptable (par société)	3.251.218 €	2.883.335 €
Valeur nette comptable (1 part)	10,84 €	19,2222 €
Parité d'échange (1,773695274)	Actions à échanger : 300.000	Actions à créer : 169.138
Rémunération de la Fusion		
Augmentation de capital (Création de nouvelles actions)		1.691.380 €
Prime de fusion (Différence entre la VNC des apports et le montant de l'augmentation de capital)		1.559.838 €

2. La commune approuve la parité d'échange suivante : 1 action R.N.S. pour 0,56 action R..NA.

Article 3 – Augmentation de capital de la société absorbante et attribution des actions / soulte,

1. La commune prend acte et approuve l'augmentation de capital de R.N.A. d'un montant de 1.691.380 € par création de 169.138 actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 €, attribuées directement aux actionnaires de R.N.S. dans les proportions résultant du rapport d'échange. Les actions nouvelles porteront jouissance rétroactive au 1^{er} janvier 2025 :

Attribution titres RNA aux associés RNS					
	Nombre de titres avant fusion	Nombre de titres RNA à créer	Valeur réelle titres RNS	Valeur réelle titres reçus	Soulte
Métropole Rouen Normandie	170 525	96 142	1 848 046,50 €	1 848 063,96 €	17,46
Ville de Rouen	119 570	67 412	1 295 827,12 €	1 295 809,19 €	-17,93
Ville de Canteleu	500	281	5 418,70 €	5 401,45 €	-17,25
Ville de Amfreville la Mivoie	100	56	1 083,74 €	1 076,45 €	-7,29
Ville de Bihorel	10	5	108,37 €	96,11 €	-12,26
Ville de Bois-Guillaume	10	5	108,37 €	96,11 €	-12,26
Ville de Bonsecours	10	5	108,37 €	96,11 €	-12,26
Ville d'Elbeuf sur Seine	8 975	5 061	97 265,61 €	97 283,72 €	18,12
Ville de Franqueville Saint Pierre	100	57	1 083,74 €	1 095,67 €	11,93
Ville de Maromme	100	57	1 083,74 €	1 095,67 €	11,93
Ville de Malaunay	100	57	1 083,74 €	1 095,67 €	11,93
	300 000	169 138	3 251 218,00 €	3 251 210,10 €	-7,90



La répartition du capital de la société s'établit :

Répartition titres RNA après fusion							
	Avant fusion		Nombre de titres après fusion	Après fusion		Pourcentage de détention	Nombre d'administrateurs
	Nombre de titres avant fusion	Nombre de titres créés avec la fusion		Montant du capital			
Métropole Rouen Normandie	100 000	96 142	196 142	1 961 420,00	61%	11,06	11
Ville de Rouen	18 945	67 412	86 357	863 570,00	27%	4,87	5
Ville de Petit Quevilly	6 975	-	6 975	69 750,00	2%	0,39	
Ville de Cléon	4 650	-	4 650	46 500,00	1%	0,26	
Ville d'Elbeuf-Sur-Seine	930	5 061	5 991	59 910,00	1,88%	0,34	
Ville de St Aubin les Elbeuf	1 000	-	1 000	10 000,00	0,31%	0,06	
Ville de Grand Quevilly	7 000	-	7 000	70 000,00	2%	0,39	
Ville de Notre Dame de Bondeville	3 000	-	3 000	30 000,00	1%	0,17	
Ville de Sotteville-lès-Rouen	7 500	-	7 500	75 000,00	2%	0,42	
Ville de Canteleu	-	281	281	2 810,00	0,088%	0,02	2
Ville de Amfreville la Mivoie	-	56	56	560,00	0,018%	0,00	
Ville de Bihorel	-	5	5	50,00	0,002%	0,00	
Ville de Bois-Guillaume	-	5	5	50,00	0,002%	0,00	
Ville de Bonsecours	-	5	5	50,00	0,002%	0,00	
Ville de Franqueville Saint Pierre	-	57	57	570,00	0,018%	0,00	
Ville de Maromme	-	57	57	570,00	0,018%	0,00	
Ville de Malaunay	-	57	57	570,00	0,018%	0,00	
Total	150 000	169 138	319 138	3 191 380,00	100%	18	18

2. La commune approuve le versement d'une soulte aux actionnaires de R.N.S., dans la limite prévue à l'article L.236-3 du Code de commerce (10 % au maximum de la valeur nominale des titres attribués), selon la répartition détaillée au tableau ci-dessus.

Article 4 – Commissaires et rapports,

1. Il est pris acte que, conformément à l'article L.236-10, II du Code de commerce, les sociétés ont décidé de ne pas faire intervenir un commissaire à la fusion.

2. En présence d'apports en nature, la commune prend acte de la désignation d'un commissaire aux apports par ordonnance du 23 juillet 2025 du Tribunal de commerce de Rouen (cabinet KPMG), et approuve les conclusions de son rapport.

Article 5 – Dénomination sociale, objet, périmètre et statuts,

1. La commune approuve la nouvelle dénomination sociale : R.N.A.S. S.P.L. (Rouen Normandie Aménagement Stationnement – Société Publique Locale).

2. La commune approuve les statuts de la société issue de la fusion, annexés à la présente, en veillant :

- au respect du capital 100 % public et du contrôle analogue par les actionnaires publics ;
- au périmètre territorial d'intervention conforme aux compétences des actionnaires ;
- à l'objet social couvrant les activités d'aménagement et de stationnement ;
- aux règles de gouvernance et de quorum/majorités des organes.

Article 6 – Gouvernance transitoire et composition des organes,

1. La commune prend acte qu'en application de l'article L.225-95 du Code de commerce, le nombre d'administrateurs peut temporairement dépasser dix-huit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel l'opération est intervenue.

2. La commune approuve le maintien ou désigne quatre administrateurs de R.N.A. et de R.N.S. au sein du conseil d'administration de la société fusionnée pendant la période transitoire, et acte que le retour à 18 administrateurs interviendra à l'issue des élections municipales lors du renouvellement de la gouvernance comme suit :



- a. Métropole Rouen Normandie : 11 administrateurs,
- b. Ville de Rouen : 5 administrateurs,
- c. Assemblée spéciales composée des 15 communes : 2 administrateurs.

L'Assemblée spéciale réunissant 2 sièges sera composée des collectivités suivantes :

- Ville d'Amfreville-la-Mivoie,
- Ville de Bihorel,
- Ville de Bois-Guillaume,
- Ville de Bonsecours,
- Ville de Canteleu,
- Ville de Cléon,
- Ville de Franqueville-Saint-Pierre,
- Ville du Grand-Quevilly,
- Ville de Malaunay,
- Ville de Maromme,
- Ville de Notre Dame-de-Bondeville,
- Ville du Petit-Quevilly,
- Ville de Sotteville-lès-Rouen,
- Ville de Saint Aubin-lès-Elbeuf,
- Ville d'Elbeuf-sur-Seine.

Article 7 – Représentation de la commune et instructions de vote.

1. La commune désigne pour la période transitoire comme représentants de la commune à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de R.N.A.S. S.P.L. :

- [Nom, qualité – 1 représentant à désigner], pour l'Assemblée générale;
- [Noms, qualités – 4 administrateurs à désigner], pour le Conseil d'administration.

2. La commune donne mandat à ses représentants pour voter en faveur :

- du traité de fusion et de ses annexes ;
- de l'augmentation de capital, de la parité et de la soulte,
- de la dissolution sans liquidation de la société absorbée et transfert universel de son patrimoine à la société absorbante,
- de l'adoption des statuts de la société issue de la fusion,
- de la dénomination sociale « R.N.A.S. S.P.L. »,
- de la gouvernance transitoire prévue à l'article 6,
- de toute formalisation et ajustement technique rendus nécessaires par les autorités de contrôle (greffe, commissaire aux apports, contrôle de légalité), sans modifier l'économie générale de l'opération.

Article 8 – Conditions suspensives et entrée en vigueur,

La présente décision est subordonnée :

- à l'approbation de la fusion par les assemblées générales des sociétés concernées,
- à la réalisation des formalités légales de fusion (dépôts, publications, inscription modificative au R.C.S.),
- à l'absence d'opposition des autorités compétentes le cas échéant. Elle entrera en vigueur à compter de la réalisation définitive de la fusion telle que constatée par les organes sociaux.

Article 9 – Portefeuille de titres de la commune,



La commune prend acte de la remise des actions nouvelles de R.N.A.S. S.P.L. en contrepartie des actions R.N.S. qu'elle détient et, le cas échéant, de la perception de la soulte correspondante. Les services financiers sont chargés de procéder aux écritures nécessaires sur le portefeuille d'immobilisations financières de la commune.

La délibération votée à 20 h 13 est adoptée à l'unanimité des votants.

23°/ Indemnité pour travaux électoraux et expédition de la propagande électorale dans le cadre de l'élection municipale de mars 2026

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- il convient de procéder à la rémunération des travaux de mise sous plis et d'expédition de la propagande électorale portant sur les cantons de la Ville de Rouen,
- cette rémunération se fera sur la base des crédits alloués par l'Etat qui ne peuvent être supérieurs à la somme de 250 € pour les deux tours et par agent,
- il convient de répartir le montant global de cette indemnité de façon égale entre les agents bénéficiaires en tenant compte seulement du nombre d'opérations de mises sous plis auxquelles l'agent a participé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- adopte les dispositions concernant la rémunération des travaux précités,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer la convention entre l'Etat et la Ville,
- 3.- autorise M. le Maire à appliquer ces dispositions, dans le cadre des crédits définis pour le paiement de ces travaux,
- 4.- précise que :
 - la dépense en résultant sera imputée au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés) article 64118 (autres indemnités – personnels titulaires) et 64318 (autres indemnités – personnels non titulaires) du budget,
 - la recette sera inscrite au chapitre 74 (dotations et participations), article 7488 (autres attributions et participations)

La délibération votée à 20 h 14 est adoptée à l'unanimité.

24°/ Réaménagement de contrats de prêts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par l'Office Public de l'Habitat Rouen Habitat pour un montant totale de 35.183.309,43 €

Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE

Considérant que :

- l'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) Rouen Habitat a sollicité de la Caisse des Dépôts et consignations, qui a accepté, le réaménagement selon les nouvelles caractéristiques financières des prêts référencés en annexe à la présente délibération, initialement garantis par la Ville de Rouen,
- ce réaménagement de prêts permettra de dégager 2.600.000 € de trésorerie complémentaire pour Rouen Habitat,



- ce réaménagement de prêt porte sur l'allongement de 2 ou 3 ans des lignes de prêt concernées,
- en conséquence, la Ville de Rouen est appelée à délibérer en vue d'apporter sa garantie pour le remboursement des dites Lignes des Prêts Réaménagés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne des Prêts Réaménagés, initialement contractée par L'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes des Prêts Réaménagés ».

2.- précise que la garantie est accordée pour chaque Ligne des Prêts Réaménagée, à hauteur de 100%, et ce jusqu'à complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations,

3.- constate que les nouvelles caractéristiques financières des Lignes des Prêts Réaménagés sont indiquées pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées », qui fait partie intégrante de la présente délibération. Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagé référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues. Concernant la (les) ligne(s) du prêt réaménagée(s) à taux révisables indexée(s) sur le taux du livret A, le taux du livret A effectivement appliqué à ladite (auxdites) ligne(s) du prêt réaménagée(s) sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement. A titre indicatif, le taux du livret A au 01/05/2025 est de 1,7 %.

4.- constate que la garantie de la Ville de Rouen est accordée pour la durée totale de chaque Ligne des Prêts Réaménagés jusqu'à complet remboursement des sommes contractuellement dues par L'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple, la Ville de Rouen s'engage à se substituer à L'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement,

5.- s'engage jusqu'à complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges,

6.- constate qu'en contrepartie de cette garantie, les droits de réservation sont maintenus pour toutes les opérations,

7.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention financière à intervenir avec L'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT en vue de définir les modalités de mise en œuvre de la garantie d'emprunt,

M. le Maire indique que Mme de CINTRE, M. de MONTCHALIN, Mme EL KHILI, M. BEREGOVY et lui-même ne participent pas au vote.

La délibération votée à 20 h 14 est adoptée à l'unanimité des votants.



29°/ Régime indemnitaire - Bonus attractivité Petite Enfance - Modifications modalités de versement

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant que :

- la Ville souhaite toujours faire bénéficier de ce bonus attractivité aux professionnels de la Petite enfance, secteur particulièrement en tension,

- il convient de prendre en compte la revalorisation des I.F.S.E. de ces personnels, à date de valeur du 1^{er} janvier 2026, pour réévaluer le montant du complément « bonus attractivité afin de maintenir l'augmentation de 100 € nets par rapport à leur régime indemnitaire à la date du 1^{er} janvier 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- modifie les modalités de versement du bonus attractivité pour tenir compte de la revalorisation de l'I.F.S.E. de ces personnels intervenant à la date du 1^{er} janvier 2026 et maintenir un bonus attractivité de 100 € nets apprécié à la date du 1^{er} janvier 2025,

2.- dit que le nouveau montant ainsi défini fera l'objet d'un nouvel arrêté individuel d'attribution du Bonus attractivité,

3.- précise que la dépense sera imputée au chapitre 012 (charges du personnel titulaire et frais assimilés) et 64118 (primes et autres indemnités des titulaires) et 64.138 (primes et autres indemnités des contractuels) ouverts au budget principal et aux budgets annexes.

La délibération votée à 20 h 15 est adoptée à l'unanimité.

32°/ Règlement du temps de travail - Evolutions

Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN

Considérant :

- L'engagement de la Ville à faire le bilan de la mise en place des 1.607 heures,

- La nécessité de mettre à jour le règlement du temps de travail et ses annexes pour prendre en compte les évolutions réglementaires,

- Que la Ville souhaite ajuster un certain nombre de règles dans l'intérêt partagé des agents et des services,

- Qu'il convient d'adopter un nouveau règlement du temps de travail et ses annexes qui annule et remplace le précédent.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le nouveau règlement du temps de travail et ses annexes joints à la présente délibération.

La délibération votée à 20 h 15 est adoptée à l'unanimité.

34°/ Garantie d'emprunt d'un montant total de 2.749.576 € pour la construction de 21 logements sociaux situés 209 rue Saint-Julien à ROUEN par la Société Anonyme d'H.L.M. LOGIREP - Modificatif

Rapporteur : Mme Amèle MANSOURI

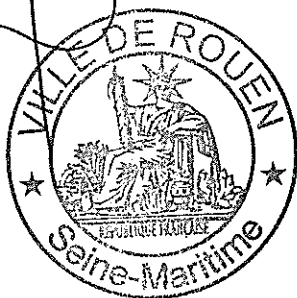
M. le Maire indique que la délibération n° 34 est retirée de l'ordre du jour.



M. le Maire précise que la prochaine séance du Conseil Municipal aura lieu le jeudi 18 décembre 2025 à 14 h.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 20 h 15.

Le Maire de Rouen,



Mme, M. le secrétaire de séance

076-217605401-20251230-PV-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/12/2025

Publication : 05/01/2026

Pour l'autorité compétente par délégation

